

Par courriel: ginette.petitpastaylor@parl.gc.ca

Richmond, le 23 novembre 2021

Attention : L'Honorable Ginette Petitpas Taylor
Ministre des Langues officielles
Ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique

OBJET: FÉLICITATIONS POUR VOTRE NOMINATION AU CONSEIL DES MINISTRES

Madame la ministre,

Je tiens à vous offrir, au nom du conseil d'administration du Conseil scolaire francophone de la Colombie-Britannique (CSF), mes sincères félicitations quant à votre récente nomination en tant que ministre des Langues officielles dans le cabinet du Premier ministre Trudeau.

Permettez-moi de vous dresser un bref portrait de notre organisation. Le Conseil scolaire francophone de la C.-B. est né en 1995, et depuis cette date, il a vu ses effectifs en constante augmentation. Le CSF est le seul conseil scolaire francophone en Colombie-Britannique et par conséquent, il est le seul à être habilité à offrir le programme francophone. De Victoria à Prince George, en passant par Fernie ou encore Squamish, et à partir de notre siège social situé à Richmond, nous desservons aujourd'hui plus de 6 400 élèves au sein de nos 47 écoles réparties sur le vaste territoire de notre province. Nos près de 1 200 employés prennent très à cœur la double mission de notre organisation d'assurer et d'étendre l'accès à une éducation de qualité en français au plus grand nombre d'ayant-droits à travers la province ainsi que d'offrir à nos élèves des milieux où ils peuvent s'épanouir dans leur culture francophone.

Bien que l'éducation relève de la compétence des provinces et territoires, le Conseil scolaire francophone de la Colombie-Britannique demeure attentif aux décisions prises sur la scène politique fédérale, en raison du rôle joué par le gouvernement fédéral quant au soutien et à la promotion des communautés de langue officielle en situation minoritaire à travers le pays. Le CSF attend maintenant avec hâte la publication de votre lettre de mandat afin de connaître les grands chantiers qui vous attendent au courant des prochains mois et des prochaines années.

Chose certaine, la modernisation de la Loi sur les langues officielles fait partie des dossiers que les communautés francophones de partout au pays surveillent attentivement, et les francophones de la Colombie-Britannique n'y font pas exception. Nous serons donc attentifs aux suites que vous donnerez à l'important travail accompli sur ce dossier au cours des dernières années par votre prédécesseure. Nous observerons donc avec beaucoup d'intérêt les prochaines étapes et le travail transpartisan pour que cette modernisation tant attendue de la Loi se concrétise dans le présent mandat.

Par ailleurs, du côté du CSF, nous avons également dans notre mire quelques autres enjeux sur lesquels nous souhaiterions voir un leadership de la part du gouvernement fédéral, en vertu de son devoir constitutionnel envers l'éducation des minorités de langue officielle.

D'abord, de notre point de vue, il serait primordial que le gouvernement se penche sur la bonification de l'appui financier qu'il verse pour l'éducation en français, langue première, dans le cadre du Programme des langues officielles dans l'enseignement (PLOE). En somme, un investissement additionnel nous paraît nécessaire afin de rattraper le retard accumulé au courant de la dernière décennie quant à l'augmentation du financement, qui n'a vu aucune majoration significative, alors que les écoles francophones à travers le pays comptent pourtant toujours plus d'élèves et que le coût de la vie est en hausse constante.

Toujours en lien avec le PLOE, nous tenons à vous mentionner que nous échangeons actuellement avec le gouvernement de la Colombie-Britannique pour une meilleure distribution de ces fonds dont 60 % sont actuellement versés aux conseils anglophones offrant l'immersion française, contre 40 % au CSF pour soutenir l'éducation en français langue première.

Ensuite, la pénurie du personnel enseignant francophone ne date pas d'hier, pourtant, l'enjeu est plus criant que jamais. Année après année, notre conseil scolaire est confronté à d'importants défis pour combler les postes en enseignement et en personnel qualifié francophone à travers la province. Comme il s'agit d'une problématique à laquelle font face les conseils scolaires francophones de l'ensemble du pays, il nous paraît essentiel que le gouvernement fédéral fasse partie de la recherche de solutions. Nous croyons notamment qu'une partie de la solution se trouve au niveau de l'immigration, et nous espérons que vous pourrez travailler de près avec le ministre Fraser afin de développer des stratégies qui permettront à nos communautés d'attirer des immigrants francophones qualifiés dans nos régions et les aider à s'intégrer dans leurs nouveaux milieux, pour assurer leur rétention.

En terminant, sachez que nous serions ravis de vous accueillir dans notre province et dans nos écoles, si vous venez à vous déplacer en Colombie-Britannique. Nous sommes également tout à fait disposés à vous rencontrer si vous souhaitez en apprendre davantage sur les réalités de l'éducation de langue française dans la province. Nous avons hâte de travailler avec vous et votre équipe afin de continuer à faire vivre la langue française en Colombie-Britannique et d'en assurer la transmission dans le contexte scolaire, grâce à un programme éducatif de qualité et de nombreuses initiatives soutenant le développement identitaire et culturel des élèves.

Encore une fois, au nom du conseil d'administration, veuillez accepter, Madame la Ministre, mes sincères félicitations.



Patrick Gatién
Président

Cc: Mme Isabelle Mondou, sous-ministre du Patrimoine canadien
M. Denis Racine, directeur général, langues officielles



By Email: ginette.petitpastaylor@parl.gc.ca

Richmond, November 23, 2021

Attention: The Honourable Ginette Petitpas Taylor
Minister of Official Languages
Minister responsible for the Atlantic Canada Opportunities Agency

SUBJECT: CONGRATULATIONS ON YOUR APPOINTMENT TO CABINET

Dear Minister,

On behalf of the Board of Trustees of the Conseil scolaire francophone de la Colombie-Britannique (CSF), I would like to extend to you my sincere congratulations on your recent appointment as Minister of Official Languages in Prime Minister Trudeau's Cabinet.

Let me give you a brief profile of our organization. The Conseil scolaire francophone de la C.-B. was established in 1995, and since then its student population has grown steadily. The CSF is British Columbia's only Francophone school board, and as such, it is the only one authorized to offer the Francophone program. From Victoria to Prince George to Fernie to Squamish, from our head office located in Richmond, today we serve more than 6,400 students at our 47 schools across our province's vast territory. Our nearly 1,200 employees are strongly committed to our organization's twofold mission of providing and expanding access to a quality education in French to the greatest number of rights holders across the province, and providing our students with environments in which they can thrive in their Francophone culture.

Although education falls under the jurisdiction of the provinces and territories, the Conseil scolaire francophone de la Colombie-Britannique keeps a close eye on decisions made at the federal level because of the role the federal government plays in supporting and promoting official language minority communities throughout the country. The CSF is very much looking forward to the publication of your mandate letter, when we will learn what your Department's major focus areas will be over the coming months and years.

One thing is clear: the modernization of the *Official Languages Act* is a file that is being closely watched by Francophone communities all over the country, and British Columbia's Francophones are no exception. We will therefore be taking a strong interest in your follow-up on the important work done on this file by your predecessor over the last few years, and we look forward to seeing the next steps and the cross-party collaboration that will make this eagerly awaited modernization of the *Act* a reality during the present mandate.

At the CSF, we also have our sights on a number of other issues on which we are looking to the federal government for leadership, in view of its constitutional duty regarding official language minority education.

Firstly, in our view it is essential that the government consider increasing the financial support it provides for French first-language education through the Official Languages in Education Program (OLEP). In short, we believe an additional investment is required in order to make up for the accumulated delays over the last decade in the enhancement of funding, which has not seen a significant increase while Francophone schools throughout the country have seen steady growth in their student populations and a constant rise in the cost of living.

With regard to the OLEP, we would also like to highlight that we are currently in discussion with the government of British Columbia on improving the distribution of those funds, of which 60% currently go to Anglophone school boards offering French immersion programs, while only 40% go to the CSF to support French first-language education.

Another issue is the shortage of Francophone teaching staff, which is by no means new, but is now more acute than ever. Year after year, our school board is faced with serious challenges in filling positions for teachers and qualified Francophone personnel throughout the province. As this is a problem faced by Francophone school boards across Canada, we believe it is essential that the federal government participate in the search for solutions. In our view, part of the solution is to be found in immigration, and we hope you will be able to work closely with Minister Fraser to develop strategies that will allow our communities to attract qualified Francophone immigrants to our regions and help them integrate into their new environments, to ensure their retention.

In closing, I would like to say that we would be thrilled to welcome you to our province and our schools if you have an opportunity to travel to British Columbia. We would also be very happy to meet with you if you would like to know more about the realities of French-language education in the province. We look forward to working with you and your team to continue to keep the French language alive in British Columbia, and to ensure that it is passed on in schools through a quality educational program and a broad range of initiatives supporting the development of students' identity and culture.

Once again, on behalf of the Board of Trustees, please accept my sincere congratulations.

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Patrick Gatien', is positioned above the printed name.

Patrick Gatien
Chair

Cc: Isabelle Mondou, Deputy Minister of Canadian Heritage
Denis Racine, Director General, Official Languages